

The October Crisis

Appendix P

“Article of William Tetley, published in Le Devoir, 4 November 1970”

(Refused publication in the Montreal Star)

LIBRE OPINION

“Le gouvernement du Québec face au terrorisme”

Par WILLIAM TETLEY,

Ministre québécois des institutions financières

“Au cours de la terrible vague de terrorisme que nous venons de traverser, un nombre incalculable de rumeurs ont circulé. L’une d’elles était qu’il y avait division au sein du conseil des ministres. Permettez-moi, dans les limites de la discrétion que nous nous sommes imposée, de répondre à celle-ci et d’expliquer, d’une façon définitive, quelques-uns des événements.

“Durant toute cette période depuis l’enlèvement de monsieur Cross, le cabinet s’est réuni au complet. Nous n’avons pas laissé cette affaire à un quelconque comité mais nous avons toujours agi solidairement. Le fait de travailler et de vivre ensemble continuellement durant cette terrible période, soit au bureau du premier ministre, à l’édifice de l’Hydro, soit au Reine-Elizabeth, à Montréal, ou soit encore à Québec même, nous a donné l’avantage d’être pleinement informés et d’avoir entre nos mains, en peu de temps, tous les documents et communiqués émis. Ayant les rapports de police et toutes les informations nécessaires, il nous était facile d’agir calmement et sans délai. Tous, nous en arrivèrent aux mêmes inévitables conclusions.

“Comme vous le savez, tout en essayant de protéger la vie de deux hommes, nous n’avons pas cédé aux demandes des terroristes. Les membres du cabinet ont agi avec discrétion et ce fut le rôle du premier ministre de justifier nos décisions. Il a agi, comme il l’a demandé à la population et à la presse, avec calme et discrétion.

“Fédéralisme coopératif

“Il faut préciser que le gouvernement du Québec a décidé lui-même de ce qu’il avait à faire, du temps et du lieu et qu’il n’a pas renoncé à ses responsabilités et à ses pouvoirs, tout comme le Fédéral n’a pas renoncé aux siens. C’est-là un exemple d’un bon fédéralisme coopératif. À cet égard, il est à remarquer que c’est le chef de la Sûreté du Québec qui a le contrôle des forces policières fédérales, provinciales et municipales. Il est aussi à remarquer que seul le gouvernement provincial avait le pouvoir de relâcher certains des 23 prisonniers. À part les 5 personnes éligibles d’être libérées sur parole, il s’en trouvait au moins 6 autres qui n’avaient pas encore été jugées coupables par la Cour relativement à divers crimes. Ils auraient pu être libérés par le ministre de la justice de la province, lequel aurait signé un simple “nolle prosequi”, c’est-à-dire qu’il n’y aurait eu aucune poursuite. En effet, une partie des prisonniers relevait de la juridiction fédérale et l’autre de la juridiction provinciale. Les deux gouvernements ont alors agi de concert et se sont mis d’accord sur les réponses à donner aux terroristes.

“Les raisons de nos décisions et les faits qui les entourent seront fournis en temps opportun et je ne doute aucunement que le public sera fier de notre gouvernement et surtout de son premier ministre Robert Bourassa, et de son ministre de la justice Jérôme Choquette. Nous avons été un des premiers gouvernements du monde à dire “NON” aux terroristes et nous l’avons fait alors que la vie de l’un des nôtres que nous connaissions si bien était en danger. Dès

maintenant, lorsque les gouvernements seront soumis au chantage, ils auront un précédent pour se guider. Il en sera de même pour les institutions privées et publiques comme, par exemple, les universités lorsque leurs édifices seront occupés.

“À l’avenir, le gouvernement Bourassa a l’intention de continuer à gouverner, à aider la population entière et à essayer de corriger les injustices qui sont cause de tant de malaises sociaux. Nous réalisons qu’il n’est pas suffisant de se tenir ferme devant le terrorisme, il y a beaucoup plus à faire.” (Le Devoir, 4 November 1970)

XX
XXXXXXXXXXXX

The English text (below) was sent at the same time to the Montreal Star, but refused publication, apparently because there were not enough facts! (See Diary, Appendix A, 5 November 1970.) Newspapers seem to publish anything, but when a minister sent a reasoned, brief article on a most important topic to the Star, the newspaper did not publish it!

“THE QUEBEC GOVERNMENT AND TERRORISM

“Out of the terrible period of terrorism through which we have passed, have sprung a number of rumours, one of which would have it that the Quebec Cabinet was divided. Let me put that rumour to rest, once and for all and within the limits of the discretion we have imposed on ourselves let me explain some of the events.

“Our Cabinet met as a full Cabinet during the whole period since the Cross kidnapping and in fact we always have so acted. We did not leave the matter to a committee and we were unanimous in all our actions. Working as a complete cabinet required long constant meetings but the fact of living and working together in the Prime Minister’s offices in the Hydro Building, in Montreal, in the Queen Elizabeth Hotel and later in Quebec City, as we did, had the advantage of all of us being fully informed and of all of us having all the documents and communiqués in our hands within minutes of their being delivered. We had all police reports and background information and being fully informed we acted together, calmly and without delay. The result was that we all came to the same inescapable, inevitable conclusions.

“As you know, we did not give in to the terrorists all the while trying to protect the lives of two men. The Quebec Cabinet has been discrete and has left the explanation of the acts we took to the Prime Minister of Quebec who has acted with the same discretion and in the same studied calm that he has asked of the population and of the press.

“It should be noted as well that the Quebec Government decided what should be done, when and where and we did not give up our power and duties, while the Federal Government did not give up theirs and acted within their jurisdiction. This I believe to be an example of good cooperative federalism. In this regard, it should be noted that the Provincial Police Chief has controlled all Federal, Provincial and Municipal police services during this period. It should also be noted that the Quebec Government alone controlled the release of certain of the twenty-three prisoners. Besides the five persons eligible for parole there were at least six others who were before the Courts for various crimes but who had not been judged guilty. They could have been released by the signature of the Quebec Attorney-General upon his signing a simple “*nolle prosequi*” that is, that there was no suit. In effect, the Federal Government had certain prisoners

within their powers and we had others within ours. The two Governments thus acted in concert and in agreement as to the reply to the terrorists.

“The reasons for our decisions and the surrounding facts will be provided at the proper time and I have no doubt that the public will be proud of the Government of Quebec and especially of the Prime Minister, Robert Bourassa, and the Justice Minister, Jérôme Choquette. Ours is one of the first Governments in the world to say “NO” to terrorists and we did so when the lives of one of our number, we knew so well, was in jeopardy. From now on, when Governments are blackmailed they will have a precedent to follow; so will public and private institutions, such as universities, when their buildings are occupied.

“As for the future, the Bourassa Government intends to continue to govern, to aid the population as a whole and to try to correct the injustices which are the cause of much of the social unrest. We realize that it is not sufficient to merely stand fast against terrorism; there is much more to do.”

“William Tetley, M.N.A.
Notre-Dame de Grâce
Minister of Financial Institutions”

Letter of William Tetley, replying to article published 16 October 2003 in *Le Devoir* and the

***Globe and Mail* by Guy Bouthillier and Robin Philpot**

(published in *Le Devoir* on 24 October 2003)

A l'éditeur du *Devoir*

Monsieur. ----

Je vous soumetts ce texte, à titre de lettre ou d'article.

Dans leur critique de Pierre Elliott Trudeau dans la parution du 16 octobre 2003 du *Devoir* au sujet du recours à la Loi sur les mesures de guerre lors de la Crise d'octobre en 1970, Guy Bouthillier et Robin Philpot ont commis plusieurs erreurs de faits. Ils ont surtout ignoré le sérieux de la situation le 15/16 octobre 1970.

Le 15 octobre 1970 au soir, alors que les membres du FLQ détenaient Cross et Laporte, 3000 personnes réunies sous la direction de Pierre Vallières, Charles Gagnon, Michel Chartrand et Robert Lemieux à l'arène Paul Sauvé, scandaient: "FLQ, FLQ, FLQ...". Jusque-là, le FLQ avait commis 200 attentats à la bombe, 6 meurtres et plusieurs vols de banque à main armée. L'étape suivante, qu'ils nous annonçaient d'ailleurs, serait leur confrontation avec la police, ainsi que des attaques physiques et du saccage. Cette année-là, Montréal avait été le théâtre de trois telles émeutes, le 7 octobre 1969 (grève illégale des policiers qui a fait un mort et plusieurs blessés), le 31 octobre 1969 (la manifestation contre la Loi 63- 40 blessés et 70 arrestations) puis le 7 novembre 1969 (manifestation pour la libération de Vallières et de Gagnon – feu mis à des banques, postes de police et mairie).

L'on oublie aussi souvent que les médecins spécialistes ont décidé de faire la grève au moment de la Crise, et que le désordre régnait dans les hôpitaux. A Québec, le 15 octobre, le gouvernement Bourassa déposa trois projets de Lois sur l'assurance maladie qui, déjà, dans la nuit du 15 au 16 octobre, à minuit quarante-quatre, avaient toutes été votées.

Dès lors, les gouvernements du Québec et de Montréal demandèrent à ce que soient appliquées certaines dispositions de la Loi sur les mesures de guerre, qui d'ailleurs se trouvaient – et le sont toujours- toutes codifiées dans le Code Criminel. [xxx](#) Trudeau n'avait de choix que d'accepter la demande, une sage décision au vu des circonstances. Les mesures de guerre entraient donc officiellement en vigueur le 16 octobre 1970 à quatre heures du matin. Comme le fit immédiatement remarquer l'avocat du Parti Québécois, Pothier Ferland dans un avis juridique au Parti, la réglementation en vigueur ne retirait pas tous les droits, permettant toujours les réunions privées et publiques, l'affichage, la critique des gouvernements fédéral et provincial et même de la loi sur les mesures de Guerre. Cependant, il était maintenant impossible d'encourager le FLQ.

Il n'y avait donc plus aucune confrontation, ni de saccage ou de sang coulé, et même le FRAP, le parti politique radical en campagne contre le maire Jean Drapeau et partisan du FLQ, continua d'organiser de grands ralliements.

Si nous, le gouvernement québécois, n'avions pas réagi et que la manifestation avait donc eu lieu, les mêmes gens qui se plaignent aujourd'hui, nous auraient tout aussi tenu responsables. Quant à Tommy Douglas, il se trompa aussi et démontra des signes d'hystérie que MM Bouthillier et Philpot déplorent. Le 16 octobre 1970, il s'adressa au parlement ainsi: " En ce moment dans ce pays, il n'y a plus de Constitution, ni de Charte des Droits et Libertés, ni de constitution provinciale".

Bien sûr, plusieurs parmi les 497 personnes arrêtées n'auraient pas dû l'être, mais au moins 238 d'entre elles ont porté plainte à l'ombudsman du Québec et 103 ont pu obtenir une compensation en vertu d'une procédure spéciale adoptée par le gouvernement du Québec. Bien sûr aussi, nous au gouvernement, aurions dû vérifier plus scrupuleusement les listes qui nous étaient données par les policiers, mais comme Bourassa nous le fit remarquer, dans un pays démocratique, les législateurs élus ne devraient pas s'immiscer dans la fonction du policier.

Le FLQ avait intentionnellement créé une situation de dilemme pour le gouvernement et fut pris de court de voir notre réaction rapide et efficace. Comme le dit l'honorable et respecté professeur F.R. Scott, militant pour les droits civils: « Un traitement choc était nécessaire pour rétablir l'équilibre. C'est ce que l'on fit, et cela fonctionna. Il n'y eut qu'un seul mort, point victime de l'imposition des lois ou de l'ordre public. Les 6 millions de québécois avaient le droit de voir leur gouvernement retrouver son autonomie, son pouvoir et sa stabilité. Ils peuvent choisir d'élire René Lévesque comme premier ministre, mais cela se fait par vote et non à coups de bombes. Lévesque ne l'aurait pas voulu autrement. » (traduction) [xox](#)

William Tetley fut ministre au gouvernement de Robert Bourassa de 1970 à 1976 et, depuis, il enseigne le droit à l'Université McGill.

xxx Nate Nurgitz, "The Adequacy of the Law" in "Strong and Free, A Response to the War Measures Act", 1970 by David Macdonald & Hugh Segal, at p. 23.)

xxx "The War Measures Act in Retrospect" in F.R. Scott, "A New Endeavour", 1986 at p.132

English text of letter of William Tetley, replying to article published 16 October 2003 in *Le*

***Devoir and the Globe and Mail* by Guy Bouthillier and Robin Philpot**

The Editor the Gobe and Mail:
Sir:

Guy Bouthillier and Robin Philpot (*Globe and Mail*, October 15, 2003) in attacking Pierre Elliott Trudeau over the use of the War Measures Act during the October Crisis, 1970, have got many of the facts wrong. In particular, contrary to what they say, the situation was extremely dangerous.

On the evening of October 15, 1970 when Cross and Laporte were in the hands of FLQ kidnapers, 3000 persons led by Pierre Vallières, Charles Gagnon, Michel Chartrand and Robert Lemieux in the Paul Sauvé Arena were shouting their support for the FLQ and scolding "FLQ, FLQ, FLQ..." Up to that point there had been 200 bombings, six murders and various bank robberies committed by the FLQ. Their next step, as advertised, was a confrontation with the police and physical injury and property damage. Three such riots, had taken place in Montreal in the previous 12 months - October 7, 1969 (the illegal police strike - one death, many injured), October 31, 1969 (the Bill 63 manifestation - 40 injured, 70 arrests) and November 7, 1969 (the manifestation to liberate Vallières and Gagnon - fire bombings of banks, police headquarters and the City Hall)

It is also often forgotten that the specialist doctors chose to strike during the Crisis and the hospitals were in an uproar. The Bourassa Government in Quebec presented three medicare bills on October 15 and adopted them all by 44 minutes passed midnight on the morning of October 16.

Immediately thereafter the Quebec and Montreal Governments requested the application of certain Regulations under the War Measures Act, all of which, incidentally, were found and are still found in the Criminal Code. xxx Trudeau had no option but to comply with the request, which in any event was wise in the circumstances, so that the Regulations came into effect on October 16, 1970 at 04:00 a.m. As Parti Québécois lawyer Pothier Ferland immediately pointed in a legal opinion to the party, the Regulations did not take away all rights, but allowed private and public meetings, the affixing of signs and notices, the criticism of the Federal and Provincial governments and even of the War Measures Act; but one could no longer support the FLQ.

As a result there was no confrontation, no property damage, no bloodshed and even FRAP, the radical political party campaigning against Mayor Jean Drapeau and which openly supported the FLQ, continued to hold giant rallies.

If we in the Quebec government had not acted and the inevitable rioting had taken place, we would have been held responsible by the same persons complaining today. As for Tommy Douglas, he got it wrong too and showed signs of the hysteria that Messrs. Bouthillier and

Philpot decried. On October 16, 1970 he said in Parliament: “Right now there is no constitution in this country, no Bill of Rights, no provincial constitution.”

Of course many of the 497 persons arrested should not have been arrested, but 238 made complaints before the Quebec Ombudsman and 103 were compensated under a special procedure adopted by the Quebec government. We in government, nevertheless, should have been more careful in verifying the lists prepared by the police, but as Bourassa himself pointed out, elected legislators should not interfere with police work in a democratic country.

The FLQ intentionally created the dilemma and were dismayed when we acted quickly and firmly. As Professor F.R. Scott, a civil rights advocate of impeccable credentials said: “A shock treatment was needed to restore the balance. It was given, and it worked. There was only one death, and it was not caused by the forces of law and order. Six million Quebecers had their right to self-government restored. They can make René Lévesque Prime Minister by votes, but not by bombs. He would not want it otherwise.” **xxx**

xxx Nate Nurgitz, “The Adequacy of the Law” in “Strong and Free, A Response to the War Measures Act”, 1970 by David Macdonald & Hugh Segal, at p. 23.)

xxx “The War Measures Act in Retrospect” in F.R. Scott, “A New Endeavour”, 1986 at p.132

William Tetley

Mr. Tetley was Minister of Financial Institutions in Bourassa’s cabinet at the time of the Crisis, 1970. He presently teaches law at McGill

Bus (514) 398-6619

Res (514) 733-8049